l'Humain d'abord !

Avec **Fabien ROUSSEL,** député du Nord
et **Mathilde VALEMBOIS**, députée suppléante

#9
Mars 2023

Non au recul de l'âge de départ à 64 ans

Nos retraites méritent une réforme heureuse !

ÉDITO

La colère gronde dans notre pays, intense, profonde, puissante. Elle est à la mesure d'une réforme des retraites brutale, injuste et inutile, initiée par un gouvernement inflexible avec les travailleurs, et surtout les travailleuses, et tellement généreux avec ses amis les riches. Le désaveu est aujourd'hui massif : à plus de 70 %, les actifs rejettent un projet de réforme qui prétend repousser de deux ans l'âge légal du départ à la retraite, sans améliorer le niveau des pensions pour tout le monde, ni même garantir l'équilibre des comptes. **En clair, une copie mal préparée, mal rédigée et donc à retirer au plus vite.**

Depuis plusieurs semaines, des centaines de manifestations, légitimes et pacifiques, rassemblent des millions de Français, dont de nombreux retraités, inquiets pour leur propre niveau de vie, mais aussi pour celui de leurs enfants et petits-enfants. Des commerçants indépendants aux agriculteurs en passant par les salariés, du privé comme du public, tous rejettent un projet aussi injustifié qu'inefficace.

Une méconnaissance du monde du travail

Quand le président de la République vient expliquer que si l'on vit plus vieux, on peut bien travailler plus longtemps, c'est tout simplement du mépris. C'est aussi le signe d'une méconnaissance des réalités du monde du travail. **Au-delà de cinquante ans, et même parfois bien avant dans certains métiers, les corps sont usés, cassés, comme me l'a confié récemment une ancienne ouvrière du textile.** Selon une étude de l'Ifop, publiée en janvier dernier, huit Français sur dix souffrent d'au moins un trouble musculo-squelettique, lié au travail d'après les trois quarts des salariés interrogés. Face à un tel constat, quelle est la réponse du gouvernement ? Travaillez plus ! Autrement dit, une provocation, doublée d'une attaque délibérée contre notre pacte social.

Le « méprisant de la République »

Non, il ne suffit pas de traverser la rue pour trouver un bon travail correctement payé. Les Français ne sont pas des « Gaulois réfractaires », comme l'affirme le « méprisant de la République », mais des citoyens attachés à la justice sociale et à une répartition équitable des efforts. Or avec la réforme que prétend imposer le gouvernement, c'est tout l'inverse : **des sacrifices exigés au plus grand nombre et des profits toujours plus élevés pour quelques privilégiés. En 2022, les groupes du CAC 40 ont réalisé 140 milliards d'euros de bénéfices, un record inégalé jusqu'à maintenant !**

Comment s'étonner dès lors que la colère enfle à ce point ? Elle déborde même, comme le montrent les mobilisations de ces derniers jours, avec plus de 350 manifestations le 7 mars. Et ce n'est pas fini. Si la France se met à l'arrêt, ce n'est pas par plaisir, mais pour indiquer clairement qu'elle ne laissera pas passer une telle injustice.

D'autant que des solutions alternatives, progressistes, existent, à l'opposé des leurres lancés par le gouvernement, comme cette soi-disant pension minimale de 1200 euros pour tous, qui ne concernerait finalement qu'un peu plus de 10 000 personnes. Au sein du groupe communiste à l'Assemblée nationale, je défends une autre logique que celle dictée par les impératifs purement comptables de l'Union européenne.

La victoire à portée de main

Oui, il faut une réforme des retraites, mais pour améliorer le niveau des pensions, réparer les carrières hachées, supprimer les inégalités entre les femmes et les hommes, mieux prendre en compte la pénibilité. Pas pour détruire avec cynisme un modèle de solidarité bâti au sortir de la Seconde guerre mondiale. Sous couvert de préserver un système par répartition qu'il ne cesse d'affaiblir à coups d'exonérations de cotisations patronales (elles représentent désormais un manque à gagner de 60 milliards d'euros par an), **le gouvernement promeut en réalité le financement individualisé** de la retraite par capitalisation. Cette idéologie, que je combats farouchement, n'a qu'un seul but : affranchir les plus riches de leur devoir de contribution. La réforme que nous proposons repose sur une toute autre ambition. Elle s'appuie sur la recherche de recettes nouvelles pour financer une retraite à 60 ans, avec des pensions au minimum au smic, pour toutes et tous. C'est possible ! (voir encadré ci-dessous).

La victoire, j'en suis persuadé, est à portée de main. **Soyons de plus en plus nombreux à nous engager pour démontrer que la force, la détermination et la sérénité sont de notre côté.** C'est comme cela que nous obtiendrons le retrait d'un projet inacceptable et l'ouverture d'un véritable débat démocratique, et pourquoi pas un référendum, sur de nouvelles bases. ■

FABIEN ROUSSEL

Des recettes nouvelles pour financer une autre réforme

1. **Création de 500 000 emplois indispensables dans les services publics (hôpital, école, transports, handicap, justice, sécurité…) : 6 milliards d'euros de cotisations sociales en plus ;**
2. **Mise à contribution des 382 milliards de revenus financiers des entreprises, aujourd'hui exonérés de cotisations : près de 42 milliards d'euros de cotisations sociales en plus ;**
3. **Hausse de tous les salaires. Elle augmenterait automatiquement les cotisations sociales pour financer les pensions :**
4. **Dans le privé, 5 % de hausse des salaires : 9 milliards d'euros de cotisations sociales en plus ;**
5. **Dans le public, augmentation de 5 % du point d'indice de la fonction publique : 1,25 milliards de cotisations retraites en plus.**
6. **Égalité salariale femmes-hommes : 6 milliards d'euros de recettes supplémentaires.**

POUVOIR D'ACHAT

Alors que l'inflation s'envole depuis un an

Augmenter les salaires pour pouvoir vivre dignement

Les épiceries solidaires, comme ici à Anzin, permettent de lutter contre l'inflation.

Le week-end des 3, 4 et 5 mars, les Restos du cœur organisaient leur grande collecte annuelle, sous le signe d'une inflation galopante. En un an, la hausse des prix alimentaires s'établit désormais aux alentours de 15 %. Résultat, treize semaines après le lancement de la 38e campagne d'hiver, les chiffres sont accablants. **Près d'un million de personnes ont fait appel à l'association créée en 1985 par Coluche, soit 160 000 de plus que l'an dernier à la même période.** C'est la croissance la plus rapide jamais observée. On recense également 110 000 enfants de moins de trois ans accueillis par les « Restos », un chiffre en progression de 16 %. Au total, l'association devrait distribuer cette année 165 millions de repas, contre 142 millions en 2022 et 75 millions en 2006.

Des choix drastiques pour boucler les fins de mois

Au-delà de l'aide alimentaire d'urgence, ce sont des millions de familles qui sont aujourd'hui contraintes de retirer des produits du chariot, de faire des choix drastiques pour boucler des fins de mois qui parfois commencent dès le 10. Une situation d'autant plus inadmissible que **pendant ce temps-là, le CAC 40, lui, sabre le champagne.** « C'est quasiment l'euphorie », clame la presse économique, éblouie devant les 140 milliards de bénéfices engrangés en 2022. Quelle indécence, alors que sévit l'une des pires crises depuis la Seconde Guerre mondiale et que la guerre tonne à nouveau aux portes de l'Europe.

Comment accepter que de grands patrons, comme ceux de Stellantis ou de TotalEnergies, affichent des rémunérations annuelles supérieures à 20 millions d'euros quand tant de Français sont obligés de se serrer la ceinture ? Comment pourraient-ils s'en sortir d'ailleurs, quand les salaires évoluent trois fois moins vite que l'inflation ?

Le gouvernement des « recommandations »

Et pourtant, face à un pouvoir d'achat qui s'effondre, le gouvernement choisit de… ne rien faire ! Ou plutôt, il multiplie les « recommandations » auprès de ces premiers de cordée sur lesquels ne pèse jamais aucune contrainte. Il « recommande » ainsi aux distributeurs de réduire leurs marges, aux pétroliers de faire un « geste » pour maintenir le litre de diesel en dessous de deux euros, aux grandes surfaces de baisser les prix dans les rayons… Autant d'incantations inefficaces, quand il faudrait mettre en place de véritables mesures de soutien au pouvoir d'achat (voir l'encadré). **Une France du partage et de la solidarité, plutôt qu'une start-up nation livrée à quelques profiteurs de la bourse :** la feuille de route des prochains mois est claire, pour que chacun puisse enfin vivre dignement de son travail. ■

Une proposition de loi pour indexer les salaires à l'inflation

Le 2 novembre 2022, Fabien Roussel, au nom du groupe de la Gauche démocratique et républicaine, déposait une Proposition de loi visant à augmenter les salaires en fonction de l'inflation. Actuellement, seul le smic bénéficie d'une telle indexation au niveau de la hausse des prix. Or c'est bien l'ensemble des travailleurs qui veulent être payés en juste proportion de leurs efforts. Ce qui n'est plus le cas lorsque les prix s'envolent. Selon un sondage réalisé les 18 et 19 octobre 2022, 87 % des Français souhaitent ainsi que les salaires soient indexés sur l'inflation, comme c'était le cas jusqu'en 1982. C'est la raison pour laquelle **le texte déposé par Fabien Roussel prévoit d'instaurer une échelle mobile des salaires, dont le principe consiste à augmenter les salaires en fonction de la hausse des prix.** C'est en effet le seul moyen de maintenir le pouvoir d'achat des salariés face à l'inflation. Cette mesure doit s'accompagner d'une meilleure utilisation des 160 milliards d'euros d'argent public versés aux entreprises sans contrepartie : ces aides publiques doivent aider en priorité les petites entreprises qui en ont besoin et ne plus être accordées à celles qui versent des milliards de dividendes et délocalisent les emplois !

ÉNERGIE

Pour retrouver notre souveraineté

Libérons l'électricité et le gaz de la spéculation

Tout comme ceux de l'alimentation, les prix du gaz et de l'électricité s'envolent à un rythme insupportable. À Saint-Amand-les-Eaux, des locataires de HLM doivent par exemple payer des régularisations de charges de 400 à 500 euros. **Des entreprises se demandent comment elles régleront leurs factures énergétiques, en hausse de 38 000 euros pour une boulangerie de l'Amandinois et de 30 000 euros pour un boucher à Anzin.** Des communes ou des services publics sont contraints de réduire, voire de supprimer des investissements.

On marche sur la tête !

Un constat accablant, mais aussi révoltant quand on sait que notre pays produit, grâce à EDF et à son parc nucléaire, l'électricité la moins chère d'Europe. Or notre souveraineté énergétique, bâtie par le général de Gaulle puis confortée par les présidents Giscard d'Estaing et Mitterrand, a été bradée, sacrifiée sur l'autel du marché européen de l'énergie.

Nos centrales nucléaires assurent notre souveraineté.

Aujourd'hui, un cartel de financiers, aux pratiques quasiment mafieuses, engrange des bénéfices indécents grâce à la libéralisation mise en place par l'Union européenne. EDF est ainsi contrainte de vendre de l'électricité à bas prix, autour de 46 euros le mégawatt-heure, à des fournisseurs privés qui la revendent ensuite à prix d'or, entre 200 et 400 euros le mégawatt-heure, aux particuliers, aux entreprises et aux communes. Même EDF, en déficit d'électricité, est obligée d'en racheter à ces tarifs pour servir ses propres clients. On marche sur la tête !

Une Proposition de loi pour réduire les factures

C'est pourquoi il faut en finir avec un tel système et sortir de la libéralisation de l'énergie. C'est le sens de la Proposition de loi déposée au début de l'année par le groupe communiste à l'Assemblée nationale. Le texte ainsi vise à instaurer de nouveaux tarifs réglementés de vente de l'électricité et du gaz.

Notre pays a besoin de retrouver sa souveraineté énergétique. Il est possible, en effet, de réduire, tout de suite, de 30 à 40 % la facture d'électricité en redonnant à EDF sa pleine autonomie. Investir dans le nucléaire, comme dans les énergies renouvelables - les deux sont indissociables -, est la seule voie pour parvenir à une neutralité carbone en 2050 et à se passer des énergies fossiles. ■

NOUS CONTACTER

@ contact@rousselfabien.com

rousselfabien.com

Fabien Roussel

Permanences sur rendez-vous

4, rue Jean-Jaurès, BP 30056
59860 Bruay-sur-l'Escaut

Appelez le : **03.27.27.86.40**

Suivez toute l'actualité de Fabien Roussel en vous inscrivant à la newsletter sur **rousselfabien.com**

Réalisation : ar Communication | Impression : Imprimerie de l'Avesnois